



Compte rendu

Cologne – Allemagne – Mardi 26 février 2019

Près de 60 participants ont fait le déplacement à l'Institut Français à Cologne pour échanger sur les quatre sujets du Grand Débat National. Des échanges intenses, fournis et toujours respectueux des positions des uns et des autres ont marqué ce débat, organisé par le député Frédéric Petit et le conseiller consulaire Dominique Cherpin.

Premier tour de parole sur le thème des « raisons pour lesquelles je suis là soir » :

- Besoin d'échanger sur la situation :
 - Savoir ce que les autres Français de Cologne pensent de cette crise / Ecouter les autres Français
 - Situation d'urgence en France. J'ai besoin d'échanger avec des Français sur la situation
 - Participer au Débat. La fracture sociale est toujours présente.
- Inquiétude :
 - Inquiétude sur les casseurs et les violences en France. Il faut s'inspirer de ce qui se passe en Allemagne et en Suède pour les casseurs. On retire leur permis de conduire aux casseurs appréhendés
 - Je suis très inquiet de ce qui se passe en France. Les Français ne se rendent pas compte qu'ils ont beaucoup de chance par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays
- La situation spécifique des Français de l'étranger :
 - Je suis là par solidarité, pour montrer que les Français de l'étranger sont également concernés
 - Français de l'étranger sont laissés pour compte. Pas reçu la lettre de Mr. Macron 😞
 - On reste toujours français même si on habite à l'étranger. Je veux participer au développement de la politique

- Par curiosité :
 - Pour voir la sociologie des Français à Cologne. Vigilance citoyenne : savoir comment les résultats vont être analysés.
 - Curiosité. Démarche originale. Une réponse constructive du PR par rapport à la situation. Déçu que les GJ poursuivent leurs manifestations alors que le PR a proposé de débattre.
- Capacité de rebonds de notre nation. On cherche des solutions ensemble
- Participer à la démocratie :
 - Le problème de la démocratie m'interpelle beaucoup
 - Par solidarité nationale, je souhaite participer au GDN
 - Démocratie participative. Interagir avec les élus
 - Il y a une haine (antisémitisme) en France qui me révolte.
- Europe :
 - Inquiet pour l'idée européenne et pour l'avenir de l'Europe.
 - Impact du franco-allemand ?
- Fiscalité :
 - La fiscalité française est complexe, mais la France est un paradis fiscal.
 - Moins d'impôts et de charges sociales pour les micro-entrepreneurs
 - Fiscalité et éducation des très jeunes
 - Fiscalité. Crise du contrat social en France.
- Le peuple a repris la main sur ce qui se passe. Le peuple est très insatisfait. Mauvaise représentativité en France
- Ecologie :
 - Ecologie / situation sociale, en Europe et dans le monde
 - Fiscalité écologique

Résumé du modérateur et du Conseiller Consulaire :

- Inquiétude vis à vis de la démocratie
- Solidarité

Thème 1 : Démocratie :

- Les GJ :
 - Les GJ se battent pour maintenir la démocratie
 - Ma famille est GJ. Grosse question démocratique. Un mouvement qui représente toute la population. L'antisémitisme des GJ est renforcé par les media pour éviter la discussion sur le débat social. La monnaie unique nous prive de politique monétaire. Le seul instrument possible c'est la fiscalité
 - Pourquoi les GJ ne se présentent finalement pas aux élections ?
- L'UE est-elle vraiment responsable ? Existence des problèmes avant l'union monétaire
- Déviance de la démocratie. Les riches ont capté le pouvoir économique et le pouvoir politique. Trop d'inégalités sociales, urgence climatique. Besoin de remettre en question le modèle ultra-libéral des 40 dernières années. La politique est trop influencée par les lobbies, ... Les GJ ont le sentiment que tout est manipulé
- Dissolution :
 - Normalement on aurait dû dissoudre
 - Donc il faut dissoudre tous les 3 mois ? On a élu, il faut laisser du temps
- Représentativité :

- Modifications des modalités institutionnelles (proportionnelle + baisse du nombre de députés). Bloqué par le Sénat
- Il y a un profond malaise. 50% des Français votent RN. Tous ces gens manquent de perspectives parce qu'ils se sentent mal représentés.
- Il existe des règles dans la démocratie. Le RIC est une idée démocratique, est-ce gérable sans mettre en danger la démocratie ? Besoin de respecter les règles démocratiques sur lesquelles on s'est mis d'accord. Urgence de bien réfléchir avant de prendre des décisions hâtives
- Que faire pour combattre cette haine ? La haine envers les minorités. Comment l'apaiser. La démocratie est en danger.
- Problème de fond : l'injustice sociale

Thème 2 : Fiscalité / redistribution des richesses :

- Besoin de plus de simplicité de la fiscalité
 - Complexité de la fiscalité / Besoin de mieux communiquer les règles fiscales / Complicé de remplir sa déclaration fiscale / Besoin de plus de clarté et de plus de simplicité de la fiscalité
 - Niches fiscales
 - Le système est trop opaque. Il favorise les plus riches qui ont les moyens d'avoir recours à des conseillers fiscaux
 - La complexité de remplir la feuille d'impôt concerne les catégories moyennes.
 - Pas vraiment plus simple en Allemagne
 - La culture du secret est trop développée en France
- ISF
 - Pas d'assurance que l'argent sera réinvesti dans l'économie si l'ISF est supprimé
 - Symbolique
 - Libère des potentiels sûrement profitables au pays
- Problème de justice fiscale
 - Pour les plus riches, l'impôt est dégressif. Comment en est-on arrivé là ?
 - Notion de consentement à l'impôt. C'est une chance de payer de l'impôt. Beaucoup ont oublié le consentement à l'impôt. Comment rapporter la solidarité dans la société pour que les riches ne cherchent ni l'évasion et les niches fiscales
 - Impôt comme base de redistribution. Est-ce un système qui fonctionne toujours ?
- Inégalités sociales :
 - Problème de la rémunération. L'écart entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés est inadmissible. Besoin de fixer un multiple maximal de différentiel entre les revenus les plus bas et les revenus les plus élevés
 - Frustration de voir les très riches
 - Grâce aux GJ, on a pris conscience de la logique capitaliste qui prédomine et de l'abîme d'inégalités
 - A partir de quel niveau les gens sont-ils riches ? Seuls les plus riches s'enrichissent, alors que les autres voient leur richesse diminuer
- Fiscalité et Union européenne :

- Problème de l'endettement. Perte de la souveraineté, dépendance par rapport aux taux d'intérêt
- En Europe, existence d'échappatoires à l'impôt communautaire et de paradis fiscaux : Luxembourg, Irlande, Pays Bas. Absolument anormal. Pourquoi est-ce qu'on laisse faire ?
- Besoin de se tenir aux règles de l'UE. La France ne peut pas changer à elle seule le système. Elle est dépendante des règles européennes
- Besoin de plus d'Europe pour fiscaliser les GAFA
- Equité et efficacité de la dépense publique :
 - Pas de politique industrielle.
 - Trop d'endettement.
 - Fiscalité écologique : transport aérien non soumis à l'impôt, ni à la taxe carbone
- Bonnes idées en Europe qu'il faut reprendre en France.
 - Affectation tracée de l'impôt. Besoin de faciliter le don pour une cause choisie (religion / climat / association caritative / ...).
 - L'Etat n'a pas à connaître les informations sur la personne qui paye ses impôts. La transmission d'entreprise est plus taxée en France qu'en Allemagne

Thème 3 : Transition écologique :

- Eviter que la transition écologique se fasse encore une fois au profit de ceux qui ont pris le pouvoir sur l'économie et la politique
- Agriculture :
 - Salon de l'agriculture. Les agriculteurs sont ceux qui souffrent le plus. Prix du litre de lait : 0,3€, besoin de 0,4€ pour vivre. Qui paye la différence ?
 - Beaucoup de normes pour les agriculteurs qui augmentent leurs coûts de production
 - Agriculture raisonnée et circuits courts
 - Concentration agricole, le machinisme s'adapte en fonction.
 - Pesticides : besoin de transition pour trouver des substituts
 - Il n'y a plus de famine. Agriculture de masse permet de nourrir tout le monde. Organisation collective pour produire, stocker, ...
 - Agriculture biologique :
 - Il existe une réglementation bio européenne. Les règles bio sont plus strictes en France qu'en Allemagne
 - Le bio n'est pas nécessairement bon pour l'environnement
 - Le sujet est intéressant mais reste marginal : produits industriels en croissance
- La transition écologique est une question de volonté vs. besoin de donner une impulsion politique :
 - Responsabilité du consommateur qui s'oriente vers des produits « fair »
 - Besoin d'éduquer le consommateur
 - Besoin de repenser nos modes de consommations. Possibilité d'influer par la politique fiscale
 - Besoin de changer les modes de consommation : La France ne couvre pas ses besoins en agriculture bio. Même sur des produits de base.
 - Les politiques publiques sont responsables de la transition écologique :
 - Le fret ferroviaire a été stoppé.

- Choix énergétiques stoppés.
- Rénovation de l'habitat, besoin de fiscalité positive lorsque les moyens financiers des particuliers ou des entreprises manquent
- Besoin que l'Europe soit plus respectueuse de l'environnement
- La taxe écologique n'était pas destinée à l'environnement, il s'agissait simplement de faire passer une taxe supplémentaire
- Suisse : fiscalité flottante
- Emissions de CO2. Proposition : fermer les centrales à charbon en France.
- Recyclage + isolation des locaux : besoin de faire beaucoup plus en France
- Problème de la taxe carbone : il y a d'autres sujets sur lesquels il faut travailler, d'où le sentiment d'injustice
- Urgence de la transition écologique :
 - Il y a un consensus et pourtant ça n'avance pas plus.
 - La conscience écologique n'est pas la même dans les autres pays.
 - Il faut faire la différence entre la pollution et le changement climatique. Ce dernier met en danger notre planète. La France ne sera pas capable de respecter les engagements climatiques
- La France dans le monde :
 - La France fait partie des pays les plus riches au monde
 - On peut faire des efforts dans nos pays, ça n'est rien du tout par rapport à ce qui se fait dans le reste du monde.

Thème 4 : Organisation et action de l'Etat :

- Les élites : Le problème c'est que ce sont des énarques qui n'ont aucune expérience concrète qui gèrent la France
- Millefeuille administratif
 - Trop d'échelons administratifs. Besoin de supprimer les régions. A-t-on besoin de tous ces niveaux administratifs ?
 - Besoin de centraliser les services. Besoin d'amélioration du service public
 - Régionalisation à l'allemande ?
 - Trop de communes, l'Etat doit favoriser les rapprochements de commune
 - Les compétences nécessaires pour être maire augmentent
- Consensus : il faut diminuer les compétences de l'Etat.
- Quelles sont les dépenses qu'il est possible de réduire ? Défense, santé, éducation
 - Défense : mettre en commun nos intérêts. La France protège toute l'Europe, il faut que la France reçoive une compensation
 - Diminuer les dépenses ça veut dire diminuer le niveau de service ou cela signifie changer la façon dont le service est rendu.
 - Education. Frais de fonctionnement tellement élevés au lieu d'investir dans les salaires des enseignants
 - Diminuer les dépenses en changeant le fonctionnement
 - Les 35h sont-elles finançables ?
 - Rester vigilant sur les réductions. Beaucoup de chômage. Attention à ne pas créer plus de chômeurs.
 - L'Etat met beaucoup de temps à digitalisation de ses systèmes.

- Il faut surtout contrôler la différence entre les recettes et les dépenses
- Il faut investir dans la santé et l'éducation.

Modérateur : Dominique Cherpin

Scripteur : Claire Staudenmayer